

Le travail social : actif ou à la remorque du changement social?

Réjean Mathieu

Volume 12, Number 1, Spring 1999

Le tiers secteur

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/301433ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/301433ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université du Québec

ISSN

0843-4468 (print)

1703-9312 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Mathieu, R. (1999). Le travail social : actif ou à la remorque du changement social? *Nouvelles pratiques sociales*, 12(1), 1–7. <https://doi.org/10.7202/301433ar>



Le travail social : actif ou à la remorque du changement social ?

Réjean MATHIEU
Professeur
LAREPPS-UQAM¹
Département de travail social
Université du Québec à Montréal

L'Ordre professionnel des travailleurs sociaux (OPTSQ), en collaboration avec le Regroupement des unités de formation universitaire en travail social (RUFUTS), a lancé, le printemps dernier, le processus des États généraux de la profession. Des forums régionaux ont déjà été tenus et le Forum national qui s'en voulait la synthèse s'est tenu le samedi 14 novembre 1998. Un document de réflexion a été produit par l'OPTSQ pour alimenter les débats.

D'entrée de jeu, nous voulons signaler notre accord avec la tenue des États généraux du travail social. Cela nous apparaît à la fois comme le signe de la prise de conscience de certains malaises réels et comme l'occasion d'identifier

1. Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales de l'Université du Québec à Montréal.

des pistes de développement de la profession et de l'intervention sociale en général. Le présent éditorial vise à contribuer à la démarche en exposant notre vision de la situation du travail social ainsi que nos idées sur son avenir.

UN FORUM NATIONAL À POURSUIVRE

D'abord, un bref compte rendu du Forum national. Il s'agissait bien – comme c'était d'ailleurs voulu par les organisateurs – des États généraux **de la profession**, prise au sens restreint des membres de l'OPTSQ. Conséquemment, les débats étaient fortement teintés de leurs conceptions, légitimes bien sûr, mais cela a eu pour effet de laisser peu de place à l'ensemble du « travail social », en particulier à ce qui se vit en dehors des milieux institutionnels ou de la pratique privée. C'est pour cette raison que les travailleurs sociaux en milieux communautaires étaient, à toutes fins utiles, absents des débats. Pourtant, entre 30 et 50 % des finissants de nos écoles s'y trouvent un emploi.

Par contre, certaines recommandations reprenaient, de façon plutôt intéressante, les valeurs fondamentales du travail social. Bien que certains eussent proposé de laisser tomber l'approche globale en tant que valeur de base en travail social, dans l'ensemble on semblait prêt à réaffirmer les valeurs de justice, d'équité et de solidarité qui alimentent l'histoire du travail social et à exercer des pressions pour que les instances représentatives (dont l'OPTSQ) soient plus actives dans la promotion de ces valeurs.

Enfin, les débats reflétaient la crainte de beaucoup de travailleurs sociaux de perdre – ou de ne plus trouver – leur identité, leur spécificité, dans une conjoncture où le « social » est de plus en plus un terrain que se partagent plusieurs professions. En ce sens, la peur de la concurrence avait tendance à primer sur la volonté de travailler en concertation, en partenariat.

DES ÉTATS GÉNÉRAUX « S.O.S. » ?

À la lecture du document de l'OPTSQ, un lecteur non averti pourrait avoir l'impression que la réalité actuelle est à peu de chose près complètement négative. On pourrait même avoir le sentiment que l'ensemble de la démarche s'apparenterait plutôt à un appel au secours d'une profession en crise qu'à une recherche tournée vers l'avenir. Pourquoi un tel appel ? La profession serait-elle à ce point menacée ? La conjoncture serait-elle aussi *défavorable* qu'on semble le penser ? En serions-nous venus à souhaiter effacer les 20 dernières années pour retourner au *statu quo ante* ?

TOUT DÉPEND DE L'ANALYSE QU'ON FAIT DE LA CONJONCTURE

Dans beaucoup de milieux, on a tendance actuellement à faire une lecture essentiellement négative, unidimensionnelle, nostalgique, à tendance économiste (dans le même registre, bien qu'en opposition à la tendance dominante de la société actuelle) de la réalité et des transformations en cours. Un peu comme si l'on regardait passer un TGV dont on aurait voulu être un des passagers.

En fait, toute analyse repose sur certains référents. Or, dans la mesure où le référent de cette analyse-ci du réel est trop proche du travail social, représenté surtout dans sa forme la plus institutionnalisée – un regard restreint donc, qui contraste avec l'ampleur de l'objet –, il porte une vision plus négative. Alors qu'une approche plus ouverte à l'ensemble de la réalité sociale et des intervenants sociaux, moins limitée à une conception particulière de la profession, favoriserait une démarche plus positive.

C'est en ce sens qu'on pourrait entendre, chez beaucoup d'intervenants sociaux, une lecture unidimensionnelle de la réalité. Ainsi, par exemple, ils exprimeront une certaine peur de l'interdisciplinarité accompagnée d'une volonté de développer à tout prix une « spécificité travailleur social » (sous-entendre « contre l'empiètement des autres »), ou, encore, une vision réductionniste de l'intervention communautaire ou du travail en milieux communautaires. Pourtant, ces attitudes **ne peuvent pas déboucher sur une lecture nouvelle des enjeux de la pratique.**

Conséquemment, le virage communautaire, ou la nécessité de développer de nouvelles concertations, au lieu de représenter des occasions de s'ouvrir à des aspects potentiellement positifs de l'évolution sociale, sera signe de casse-tête, de problèmes pour une profession menacée dans son intégrité.

La contradiction apparaît encore plus clairement lorsqu'on en vient à reprocher aux organismes communautaires de « ressembler de plus en plus aux organismes publics, de s'aligner sur les orientations de l'État, sans les critiquer, perdant en même temps leur vocation de vitrine du changement social ». Une telle affirmation porte au moins trois éléments pour le moins étonnants. D'abord, elle porte un jugement terriblement négatif sur les « organismes publics » où œuvrent probablement la majorité des travailleurs sociaux membres de l'OPTSQ. Ensuite, elle constitue une généralisation extrêmement injuste du travail accompli par les organismes communautaires et de leur effort quotidien pour s'inscrire dans des mécanismes de concertation tout en préservant leur autonomie. Enfin, elle nie de fait – en la taisant – la

part non négligeable de certains travailleurs sociaux eux-mêmes dans l'instrumentalisation des organismes communautaires, souvent vus comme de simples sous-traitants lorsqu'ils y réfèrent des clientèles qui se sont d'abord adressées aux institutions...

LA RÉALITÉ ACTUELLE COMPORTE AUSSI DU POSITIF

Pourtant, de nombreux éléments positifs sont repérables dans la réalité actuelle, et ce, au-delà du simple fait qu'une conjoncture nouvelle peut être l'occasion de défis stimulants pour la créativité...

Par exemple, les nouvelles technologies ne font pas que contribuer à répandre un individualisme outrancier ou de nouvelles perspectives de productivité et de mondialisation jugées potentiellement destructrices. Elles apportent aussi des éléments d'espoir, en donnant des outils nouveaux d'échange d'information, de concertation et d'action aux forces progressistes actives dans la transformation des rapports sociaux. Bref, loin d'être réductibles à des « outils dangereux » plus ou moins « démonisés », elles peuvent servir à nourrir les nouvelles solidarités, à rendre plus efficaces nos actions, à les « mondialiser », elles aussi, avec une rapidité à peine concevable il y a 10 ans.

Signalons également les nouvelles interventions sociales qu'on retrouve de plus en plus dans divers champs de pratique. Nommons simplement les pratiques communautaires reliées aux « services de proximité », à l'insertion et à la réinsertion sociale, au « développement local », les nouvelles solidarités internationales tissées autour de la recherche d'alternatives à l'économisme dominant (cette « pensée unique » dont il faudrait bien sortir s'il est vrai qu'on en diffère), etc.

UN OUBLI DE TAILLE : LES CAUSES INTERNES

C'est frappant : nous avons souvent tendance à oublier que les professionnels du travail social eux-mêmes ont pu jouer un rôle dans l'apparition des problèmes de perte d'identité professionnelle... Ici, nous sommes conscients de risquer beaucoup en affirmant cela, mais nous pensons qu'il est important au moins de soulever la question.

Par exemple, la chasse gardée dont ont fait l'objet les Centres de services sociaux (CSS), la tendance et l'engouement vers les psychothérapies, ou d'autres spécialisations hors discipline, empiétant plus ou moins sur d'autres professions en raison d'une tendance très nette à la « psychologisation » dans les interventions, n'ont-ils pas joué un rôle déterminant dans la perte

d'identité, ou dans l'émergence des problèmes reliés à ces questions d'identité professionnelle ? Pourquoi n'en fait-on pas l'analyse ? N'en tirerions-nous pas des enseignements ? Pourtant, un regard lucide sur nos erreurs pourrait certes éclairer le chemin à parcourir...

ÉLÉMENTS DE CONCLUSION

Bien sûr, il faut se préoccuper de la question de l'identité professionnelle, cela est tout à fait légitime. En revanche, il est faux de dire que cette profession est en voie de disparition. Au contraire, nous sommes convaincus que cette profession est riche d'extraordinaires expertises qui restent cachées et sont encore trop peu exploitées dans la recherche de nouvelles avenues pour la société et la résolution de ses problèmes. Considérons, en outre, que son avenir exige que, plutôt que de se renfermer sur une identité par ailleurs bien aléatoire quand on considère l'éclatement qui caractérise ses pratiques, elle s'ouvre davantage, crée, innove et apprenne même à partager l'intervention dans le social avec d'autres disciplines.

Comment pousser le travail social à l'avant-garde du renouvellement des pratiques ?

Selon nous, cela se fera essentiellement à travers la capacité des travailleurs sociaux d'apporter une contribution réelle à la compréhension et à la solution des **problèmes sociaux actuels**. Cette approche nous permettra en même temps de nous situer de façon plus dynamique dans nos rapports interdisciplinaires en fonction de notre propre spécificité.

En ce sens, il nous semble crucial de bien poser les questions et de les poser aux bonnes personnes. Ces questions s'adressent donc aussi bien au RUFUTS ou au Regroupement québécois des intervenants et intervenantes communautaires en CLSC et en Centre de santé (RQIIAC) qu'à l'Ordre professionnel des travailleurs sociaux.

1. Qu'avons-nous fait, comme travailleurs sociaux, pour apporter véritablement une solution aux problèmes sociaux ACTUELS ? Pourtant, la profession n'est pas composée que de gens qui se font balloter par les diverses réformes du système : ils sont au cœur des milieux où ces problèmes se vivent et ils ont développé une expertise unique et potentiellement utile socialement.
2. Comment les travailleurs sociaux se redéfinissent-ils **dans ce nouveau contexte** ?

3. Que proposons-nous, à partir des diagnostics posés sur les problèmes sociaux actuels, comme éléments à renforcer et comme éléments à changer ?
4. Beaucoup de travailleurs sociaux ont proposé de nouvelles pratiques, les ont même mises en œuvre souvent, dans divers champs de pratique... En a-t-on fait le bilan ? En a-t-on dégagé des pistes d'avenir ? Savons-nous faire état de l'existence et de l'intérêt de ces nouvelles pratiques ? Pouvons-nous faciliter la conception de leur bilan ?
5. Quelle place accordons-nous aux multiples nouvelles pratiques des milieux communautaires ? Les situons-nous en extériorité par rapport au travail social ? Plus encore que les psychothérapies pourtant empruntées à d'autres ?
6. Avons-nous une réelle volonté d'intégrer les méthodes « classiques » du travail social que sont les interventions auprès des individus, des groupes et des collectivités ? Allons-nous continuer longtemps à les juxtaposer sans établir de véritable lien entre elles ?
7. Globalement, n'aurait-on pas avantage à connaître **la place que les travailleurs sociaux et les travailleuses sociales ont occupée et occupent encore dans la recherche du renouvellement des pratiques et dans la résolution des aspects sociaux des problèmes actuels** ?
8. Comment les travailleurs sociaux ont-ils circonscrit leur propre profession **par le biais de leurs pratiques réelles** et non seulement par celui de leurs définitions théoriques ?
9. En particulier, nous, formateurs de niveau universitaire, RUFUTS inclus, avons-nous vraiment soutenu cette quête d'une profession dynamique et tournée vers une véritable résolution des problèmes sociaux, notre seul et unique objet ? Bien sûr, nous avons souvent tenté de définir le travail social. Mais il semble que nous sachions mal opérationnaliser... Nous procédons toujours plus ou moins de la même façon pour poser les problèmes, dans l'espoir peut-être que l'approche de l'an 2000 va, enfin, clarifier « magiquement » les questions et faire surgir les réponses.
10. En fait, il n'y a qu'une seule vraie question fondamentale : Que sommes-nous prêts à faire, aujourd'hui, en 1999, **pour agir sur le contexte actuel, dans une perspective renouvelée, créatrice et ouverte sur l'avenir** ?

En d'autres termes :

- Sommes-nous prêts à prendre des positions « conséquentes », comme profession vouée à la recherche de solutions aux problèmes sociaux ? Pas seulement à en appuyer, mais aussi à en proposer ? Sommes-nous prêts à rompre avec une approche passéiste et nostalgique ? Sommes-nous prêts à **agir** individuellement et collectivement dans une conjoncture profondément nouvelle de rééquilibrage des rapports, qui exige de nouvelles approches, des pratiques adaptées aux nouvelles réalités, des concertations nouvelles, des utilisations créatrices des nouvelles technologies à des fins de solidarités nouvelles, des contributions démocratiques à la formulation du nouveau contrat social en émergence ?